

## Réponse au message transmis aux employées et employés par le directeur général des ressources humaines

PAR SIMON ROY, secrétaire



Le 18 septembre dernier, M. Alain Lévesque, directeur général du Service des ressources humaines de l'Université, transmettait aux membres de la communauté universitaire un courriel déplorant que des « *messages annonçant des abolitions de postes soient transmis aux membres du personnel de l'Université alors que les rencontres avec les différentes instances syndicales ne sont pas terminées et que les renseignements sont encore partiels. Le plan global de compression n'étant pas encore finalisé, il est prématuré d'en dévoiler des éléments incomplets.* »

Manifestement, ce courriel laisse entendre que la situation intenable actuelle est causée par des fuites d'origine syndicale. De telles insinuations sont carrément inappropriées dans les circonstances pour les raisons suivantes.

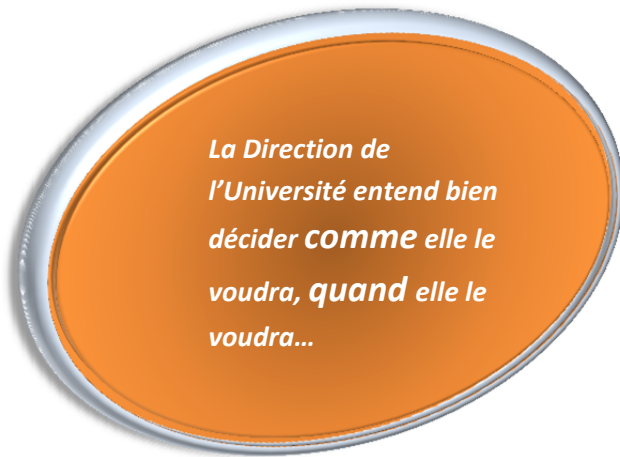
D'une part, la direction de l'Université est directement responsable du caractère partiel ou incomplet des informations qui circulent présentement puisqu'elle a décidé de ne pas

Vol. 34 n° 1 — Septembre 2014

### SOMMAIRE

- Réponse au message transmis aux employées et employés par le directeur général des ressources humaines .....P. 1-2
- Voir au futur noir .....P. 2-3
- Compressions budgétaires : une proposition du Conseil syndical .....P. 3-4

impliquer les employées et employés dans le processus décisionnel relatif aux compressions budgétaires. En ce qui concerne le SPPUS, nous n'avons eu droit qu'à deux maigres rencontres (le 27 juin et le 11 septembre) à ce sujet avec la direction de l'Université depuis la fameuse réunion du 19 juin dernier devant l'ensemble des exécutifs syndicaux, rencontre au cours de laquelle le vice-recteur Martin Buteau détaillait la catastrophe budgétaire imminente. La seule demande concrète présentée au SPPUS depuis cette date fatidique concerne le gel des embauches (voir le prochain article). Pour le reste, ce ne sont que réponses évasives (« tout est sur la table ») dignes d'un secret militaire en prélude au grand dévoilement officiel du plan d'action prévu le 29 septembre prochain devant le C.A. Bref, c'est une approche de gestion verticale (« top-down ») à peine dissimulée par un exercice factice de consultation en ligne pour sauver les apparences.



Devant un tel vide informationnel, le directeur général du Service des ressources humaines peut-il réellement s'étonner que la machine à rumeur s'emballe ?

D'autre part, n'est-ce pas justement le rôle des syndicats d'informer leurs membres, surtout dans le cadre d'un dossier névralgique susceptible de donner lieu à des craintes parfois exagérées ? D'ailleurs, la rectrice Luce Samoisette, dans un courriel envoyé à toute la communauté universitaire le 3 septembre dernier, soulignait « l'écoute et l'ouverture que nous avons obtenues des différentes instances syndicales jusqu'à présent ». En plus de largement amplifier le rôle dévolu au SPPUS dans l'élaboration du plan d'action à venir, ce passage indique que le SPPUS disposerait d'informations concrètes et fiables créant ainsi des attentes informationnelles chez ses membres. Dans un tel contexte, M. Lévesque peut-il réellement déplorer les messages *prématurés* qui circulent ?

En guise de conclusion, le Comité exécutif du SPPUS ne peut que déplorer, à son tour, que malgré les cinq courriels alarmistes transmis par l'Université à la communauté universitaire (19 juin, 2 et 11 juillet, 3 et 18 septembre) l'information concernant le plan d'action budgétaire demeure parcellaire, pour ne pas dire inexistante. Une fois jumelée à l'absence quasi-totale de réelle concertation des divers groupes d'employées et d'employés, cette constatation nous mène à une conclusion inéluctable : la Direction de l'Université entend bien décider comme elle le voudra, quand elle le voudra...



PAR FLORIAN MEYER, *professeur*

En lisant le message que nous avons reçu le 18 septembre 2014 de la part de M. Lévesque, je ne peux que ressentir colère et tristesse. Si c'est cela « Voir au futur » et bien on voit noir ! (drôle d'ironie tout de même que ce slogan si optimiste apparaisse en entête d'un tel message).

Comment pouvons-nous considérer ainsi toute une communauté de professionnelles et professionnels qui travaillent comme des fous, qui se donnent pour leur institution et qui sont déjà surchargés ? De mon point de vue, il s'agit là d'un manque de respect flagrant à l'égard de celles et ceux qui risquent de perdre leur emploi, mais également à l'égard de celles et ceux qui vont supporter une plus lourde charge encore.

Si le message manque énormément de sensibilité, son contenu est encore plus inquiétant. Il soulève chez moi une montée de questionnements et de réactions que je souhaiterais partager avec vous. Que faisons-nous de la mission de l'Université ? Qui la défend ? Son message ne fait nullement référence à ces aspects pourtant au centre de ce qui devrait constituer les préoccupations de notre institution. Pourrions-nous nous expliquer dans quelle mesure ces probables ou improbables décisions vont favoriser le développement de la recherche et une formation de qualité à tous nos étudiants et étudiantes ? Je n'ai sincèrement pas l'impression que ces aspects soient au cœur de ce message.

Il me semble que le gouvernement nous impose des coupures qui ont l'effet d'une lame de fond incohérente et hypothéquant gravement l'avenir de notre société. La dernière chose que nous devrions faire est bien de les accepter !

Suite P. 3

Nous devons nous tenir debout, résister, prouver que l'avenir de notre société québécoise s'inscrit dans ceux que nous formons aujourd'hui et les connaissances que nous développons par la recherche. Il ne s'agit donc pas de dépenses inutiles, mais bien d'un investissement pour un Québec dont le futur pourrait être plus lumineux. De plus, il en va de la santé de tous les membres du SPPUS (et de leurs collègues) et de la qualité de notre travail.

Comme nombre de mes collègues, je n'accepte pas que nous jouions aux bonnes et bons élèves qui courbent l'échine et ne proposent aucune alternative. Nous avons collectivement les capacités pour proposer des alternatives, pour réfléchir et pour envisager des solutions. Mais surtout, nous avons le devoir de le faire ! Lorsque j'ai commencé ma carrière de professeur il y a moins de trois ans, j'étais porté et motivé par une vision de cette profession particulière. Pour moi, elle en est une d'engagement fort, de valeurs riches et de responsabilités importantes à l'égard de notre société. J'espère ne pas m'être trompé. Dites-moi que nous ne sommes pas juste des machines à trouver des subventions ou autres formes de financements et que nous pouvons nous lever et mettre à profit nos connaissances et idéaux pour faire réellement progresser notre société. Dites-moi que je ne suis pas seul à croire en ces idéaux !

Par ailleurs, je suis totalement dépassé par le manque de collégialité dont ce message fait preuve. Nous devons reprendre notre place de professeures et professeurs et décider nous-mêmes des orientations de notre institution. Il semblerait qu'un plan d'action (dont le message de M. Lévesque parle à mots couverts) sera proposé sous peu... Quel processus de consultation a été mis en place ? Comment sommes-nous informés ? Qui a de l'information sur ce plan ?

Là encore, mes idéaux de « jeune prof » en prennent un coup. Ne sommes-nous pas dans une institution où les décisions sont prises en collégialité ?

Dites-moi que nous avons réellement un droit de parole et d'action et que je ne rêve pas d'une démocratie participative illusoire...

Je me pose d'ailleurs la question, travaillons-nous pour un directeur des ressources humaines ou celui-ci travaille-t-il pour nous ?

J'espère que nous serons nombreux à réagir à ce message (et à tout ce qu'il représente de la situation actuelle) et qu'enfin nous agirons pour reprendre notre rôle en main et notre université !

## Compressions budgétaires : une proposition du Conseil syndical



PAR ROBERT TÉTRAULT, *secrétaire général*

Le 11 septembre dernier, une rencontre d'échanges et de discussions a eu lieu en présence de membres du Comité exécutif du SPPUS et du recteur adjoint Martin Buteau. Ce dernier a fourni des précisions quant aux compressions demandées par le gouvernement et leurs conséquences sur le maintien des effectifs au sein des divers groupes d'employés à l'Université de Sherbrooke. Tout indique que la cible des compressions pour l'année 2014-2015, de l'ordre de 18 M \$, sera encore plus importante en 2015-2016. Dans ce contexte, l'Université a demandé au SPPUS de considérer la possibilité que des postes de professeures et de professeurs présentement vacants ne soient pas comblés comme le prévoit le paragraphe 13.07 de la convention collective. Exiger le respect intégral de la convention en 2014-2015 pourrait avoir pour conséquence que des professeures ou des professeurs embauchés cette année seraient mis à pied en 2015-2016, suite à des fermetures de poste décrétées lors du prochain exercice de planification.

Dans ces circonstances, le Conseil syndical a adopté, à la majorité, une proposition qui se lit comme suit :

- « ATTENDU l'ampleur des nouvelles mesures de compressions imposées par le gouvernement du Québec au réseau des universités;
- ATTENDU que ces mesures ont suivi l'exercice de planification des postes pour l'année 2014-2015 à l'Université de Sherbrooke;
- CONSIDÉRANT les discussions tenues récemment entre le SPPUS et l'Université, au cours desquelles l'Université a fait part de demandes d'assouplissements en lien avec son obligation de respecter la convention collective en matière d'embauche de professeures et de professeurs;
- CONSIDÉRANT que les professeures et professeurs membres du SPPUS entendent contribuer, dans ce contexte difficile, à l'effort collectif demandé;
- CONSIDÉRANT le souci des professeures et professeurs de préserver les missions essentielles de l'Université;
- CONSIDÉRANT que les professeures et professeurs doivent être adéquatement informés des mesures que l'Université entend privilégier pour faire face aux vagues successives de compressions annoncées;

## IL EST RÉSOLU

- QUE le SPPUS se dit prêt à renoncer, pour la présente année financière, à son droit de déposer un grief relatif aux décisions de l'Université de ne pas combler les postes accordés lors de l'exercice de planification des postes de 2014-2015;
- QUE le SPPUS recommande à la direction de l'Université d'assurer un traitement équitable des départements;
- QUE le SPPUS demande à la direction de l'Université de venir présenter aux membres du Conseil syndical le plan d'action financier envisagé afin de préserver les missions essentielles de l'Université pour l'exercice financier en cours et pour celui de 2015-2016. »

Précisons que la proposition telle que libellée ne prive pas l'Université de la possibilité de procéder à des embauches cette année. Elle ne porte que sur l'exercice du droit de grief relativement à l'obligation de combler, à la demande d'un département, un poste attribué et budgété qui serait vacant.

Selon la direction de l'Université, le plan d'action visant à faire face aux compressions budgétaires sera présenté au Conseil d'administration de l'Université à sa séance du 29 septembre prochain. Le recteur adjoint Buteau a par ailleurs accepté l'invitation du SPPUS à présenter aux membres du conseil syndical le plan d'action financier de l'Université. Nous vous tiendrons informés des développements.

### Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Toute correspondance doit être adressée à :

**Syndicat des professeures et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS)**

Pavillon John-S.-Bourque, local 2220

Université de Sherbrooke

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Tél. : 819 821-7656

Télec. : 819 821-7995

Courriel : [sppus@USherbrooke.ca](mailto:sppus@USherbrooke.ca)

Internet : <http://www.USherbrooke.ca/sppus/>

### RESPONSABLES DE L'INFORMATION

#### Secrétaire général

Robert Tétrault (SPPUS), 819 821-7621

#### Secrétariat

Corinne Beausoleil et Chantal Massé, 819-821-7656

**Comité exécutif :** 819 821-8000

**Présidence :** Carole Beaulieu (Sciences), p. 62997

**1<sup>re</sup> vice-présidence :** Dominique Lorrain (FLSH), p. 61039

**2<sup>e</sup> vice-présidence :** Élisabeth Mazalon (Éducation-Longueuil), p. 61845

**Secrétaire :** Simon Roy (Droit), p. 61050

**Trésorerie :** Guy Bellemare (Administration), p. 61322